

17 juin 1999, Québec

Allocution à l'occasion du bilan de la session parlementaire

Jacques va vous brosser un tableau de l'activité législative de la dernière session. Je voudrais, de mon côté, donner le contexte plus large de l'action gouvernementale depuis l'élection de novembre.

Déficit zéro, filet social, réductions d'impôts.

De toute évidence, l'événement le plus marquant du travail gouvernemental de la première moitié de 1999 fut le dépôt du budget. Pour la première fois en quarante ans, le budget du Québec est équilibré, un objectif que nous avons atteint grâce à l'effort concerté de tous les secteurs de la société, grâce à la rigueur de notre gestion. De plus, nous l'avons atteint avec un an d'avance sur le calendrier prévu lors de la conférence socio-économique de Québec de 1996. Cela signifie que le Québec a retrouvé une solidité et une crédibilité financières qui s'étaient érodées depuis plus d'une décennie. Ce travail s'est soldé par une amélioration du jugement porté sur le Québec par les agences de crédit et par la communauté financière internationale. La firme Moody annonçait en avril qu'elle plaçait désormais dans une perspective positive la situation du Québec. J'ai pu juger moi-même, dans mes déplacements à l'étranger, tant à New York qu'en Europe et au Mexique, que l'effort réalisé par les Québécois donne à l'ensemble de nos positions une meilleure résonance et une fondation plus forte.

Ici, au Québec, l'atteinte du déficit zéro nous a permis de déposer des plans d'action pour assainir encore plus que prévu la situation financière de nos institutions, en éliminant la dette des établissements hospitaliers et en abordant un redressement significatif des finances des universités. Nous avons également rempli notre engagement électoral de mettre complètement fin aux compressions dans la santé et dans l'éducation, d'assumer la hausse normale des coûts, ce que nous avons fait, et de procéder à un réinvestissement dans la santé, ce que nous avons fait aussi.

Nous nous étions également engagés à protéger la clause d'appauvrissement zéro pour nos concitoyens qui sont dans l'impossibilité d'accéder au marché du travail. Nous sommes allés au-delà, en agissant pour rétablir pour ces Québécoises et Québécois la gratuité pour l'assurance-médicaments à compter d'octobre.

Nous sommes allés plus loin aussi en améliorant de deux façons la condition des assistés sociaux aptes au travail. D'abord, en décembre dernier, en bonifiant le régime pour le partage du logement, les revenus de travail autorisés et la valeur d'une résidence. En janvier, les barèmes ont été indexés. Puis, cet été, de nouvelles bonifications entrèrent en vigueur. Bref, comme nous l'avions annoncé pendant l'élection, l'atteinte du déficit zéro a servi d'abord à rétablir le filet social de base du Québec et, en certains cas, à l'améliorer. Nous nous sommes engagés également à utiliser le surplus pour une autre priorité essentielle : la réduction du fardeau fiscal. Pour ce qui est du fardeau des petites et moyennes entreprises, le ministre des Finances annonçait, dès décembre dernier, qu'il devançait de six mois la réduction de la taxe sur la masse salariale, qui est donc entrée en vigueur le premier janvier dernier, plutôt qu'en juillet comme prévu. Pour ce qui est du fardeau fiscal des particuliers,

nous l'avons réduit de 840 000 000 \$ depuis deux ans et nous avons annoncé une nouvelle tranche de 400 000 000 \$ de réduction l'an prochain, et pour 1 300 000 000 \$ au total pendant le mandat. Des consultations à cet effet auront lieu sous peu. De toute évidence, si nous pouvons faire plus, nous le ferons. Si nous pouvons le faire plus tôt, nous le ferons. C'est pourquoi le gouvernement a été très clair ce printemps et continuera de l'être pendant les négociations qui s'ouvrent : nous voulons préserver la capacité de l'État d'augmenter le revenu de tous les Québécois, par le biais de baisses d'impôts. Et pour préserver cette capacité, nous ne pouvons accéder aux demandes d'augmentation de salaire qui nous sont faites par les syndiqués du secteur public et par d'autres employés de l'État. Nous voulons améliorer leurs conditions de travail, faire reculer la précarité d'emploi, les aider à fournir de meilleurs services à la population et les assurer, avec une augmentation de 5 % sur trois ans, de la parité avec leurs collègues du secteur privé.

Mais pour le reste, nous souhaitons donner aux employés du secteur public et aux autres Québécois un coup de pouce financier par le biais de baisses d'impôts. Économie Sur le plan économique, le Québec connaît une année très prometteuse. Les prévisions du secteur privé estiment que la croissance de notre économie va égaler ou dépasser celle du Canada cette année et l'an prochain. Les investissements privés croissent à une cadence beaucoup plus importante au Québec qu'au Canada, comme le démontrent les annonces d'investissements qui se succèdent de semaine en semaine. Simplement, depuis le 15 décembre dernier, le gouvernement du Québec a, de différentes façons, appuyé des investissements d'une valeur de 1 700 000 000 \$, créant plus de 8 000 emplois. Je mentionne, au passage, les annonces de Motorola à Montréal, d'Uniboard dans le Bas-Saint-Laurent, de Goodyear en Montérégie, du Groupe Nova à Québec.

Dans le budget, nous avons dégagé plus de 300 000 000 \$ pour accélérer le passage à l'économie du savoir et soutenir les régions. Nous avons, également dans le budget, jeté les bases de la nouvelle politique québécoise de la recherche scientifique et créé la création d'un nouveau ministère dédié à la jonction entre la recherche et l'innovation. Vous aurez noté aussi les annonces successives du ministère de l'Éducation, qui poursuit le virage de la formation de façon à répondre mieux et plus vite aux demandes accrues du marché du travail. Comme vous le savez, l'économie québécoise est une des économies les plus ouvertes sur le monde qui soient. Il est donc essentiel que le gouvernement du Québec poursuive son travail de rayonnement économique, culturel et technologique à l'étranger.

Cette année, les missions que j'ai dirigées à New York, à Barcelone et au Mexique avec des gens d'affaires et des représentants d'institutions culturelles et d'éducation ont été des moments forts de cette action. Paris, avec le Printemps du Québec, nous avons développé un concept intégré de rayonnement culturel, technologique et économique qui fait honneur à ce que le Québec est devenu et peut devenir. Nous sommes très très heureux de cette initiative, et nous travaillons maintenant pour que la Saison du Québec à New York, en 2001, soit, dans un contexte différent, un succès également. Sur toutes les tribunes, le Québec a également pris la parole pour défendre la diversité culturelle, et il entend continuer à prendre sa place à cet égard – quoi qu'en dise le gouvernement fédéral.

Le gouvernement de tous les Québécois Cette session, nous avons également pris un certain nombre de décisions visant à rendre notre société plus juste et plus équitable pour tous nos citoyens.

D'abord, nous avons apporté des ajustements aux lois qui encadrent l'exercice démocratique. Par la loi 1 et la loi 30, qui devraient être adoptées d'ici demain, nous ferons en sorte de rendre plus difficile toute tentative de détourner le processus démocratique au niveau national comme au niveau local. Nous avons posé un geste en faveur de l'équité intergénérationnelle, en devenant le premier gouvernement sur le continent à proposer une législation contre ce qu'on appelle « les clauses orphelins ». Nous avons également modifié nos lois pour reconnaître les conjoints de fait de même sexe, ce qui fait du Québec un exemple d'équité et de tolérance. Nous avons reconnu la profession de sage-femme. Nous avons présenté une législation pour mieux protéger les femmes et les hommes du Québec placés sous la responsabilité de la curatelle publique. Nous avons également légiféré pour mieux baliser le travail des mineurs. Nous continuons nos efforts pour préserver notre culture de prévention envers les jeunes contrevenants contre les tentatives fédérales d'imposer ici des recettes radicales qui ne conviennent pas à nos choix.

Nous avons investi des sommes nouvelles contre la détresse qui affecte certains de nos jeunes. Maintenant que nous avons la capacité de faire de nouvelles embauches, nous avons décidé d'agir résolument pour rendre la fonction publique plus représentative de la diversité québécoise. Dès cet été, nous avons augmenté le nombre d'embauches d'étudiants pour que le quart d'entre eux provienne des communautés allophones, anglophones et autochtones. Nous avons de plus démontré, par le dépôt d'un projet de loi, notre volonté de faire en sorte que le quart des nouvelles embauches à temps plein respecte dorénavant cette proportion. Ce sera la première fois. Dans nos relations avec les nations autochtones, un dossier toujours délicat, la volonté politique de notre gouvernement d'établir des rapports de respect mutuel se poursuit, comme l'ont illustré la conclusion d'ententes cadres avec la nation Mohawk et plusieurs autres et la reprise des pourparlers avec les Innus. Nous avons également ouvert le grand chantier de la région de Montréal, un débat essentiel pour rendre notre métropole plus efficace, plus performante et plus compétitive avec les autres métropoles du continent et du monde. Je suis heureux de constater que tous conviennent aujourd'hui qu'il faut du changement, que le statu quo n'est plus acceptable.

Avec ce momentum, nous avons l'intention de mener à bien ce dossier et de l'amener à une conclusion positive pour la métropole et pour le Québec. Nous allons ouvrir un autre grand chantier, celui du Sommet du Québec et de la jeunesse, et le ministre responsable annoncera sous peu le processus que nous comptons suivre pour nous rendre, ensemble, à ce sommet.